



NPA

NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

NE PAS RESTER CALMES DANS LA TEMPÊTE

BULLETIN NPA de PSA Cormelles-le-Royal 4 décembre 2013

MAIL POUR NOUS CONTACTER:
npacaenaglo@gmail.com

LE BLOG DU SECTEUR AUTO DU NPA:
www.npa-auto-critique.org

Selon un sondage Ifop paru dans Ouest-France ce dimanche 1er décembre, 76 % des Français s'attendent à une explosion sociale dans les prochains mois.

Il faut dire que les raisons de se battre ne manquent pas. D'abord pour les salariés bien sûr. Fin novembre, Mory Ducros annonçait son dépôt de bilan et la suppression de 2 000 à 3 000 emplois. Sans compter les quelque 736 plans (anti)sociaux recensés entre janvier et septembre derniers ! Mais les fermetures d'usines ne pèsent pas seulement sur les salariés. En Bretagne, l'agroalimentaire fait vivre des villes entières. De tout petits patrons, petits agriculteurs, pêcheurs, restaurateurs risquent aussi de mettre la clé sous la porte.

Quant à la fiscalité, dont Ayrault évoque une « remise à plat », elle égratigne à peine les fortunes du CAC 40. Mais les 800 000 foyers fiscaux qui se sont fait imposer pour la première fois cette année, et tous ceux qui devront payer le prix fort de l'augmentation de la TVA au 1^{er} janvier prochain, ont mille fois raison de protester contre l'injustice fiscale.

Aux travailleurs de prendre la tête des contestations

Dans ce contexte, les capitalistes de l'agroalimentaire et d'ailleurs, ainsi que leurs petits copains de droite et d'extrême droite, voudraient cueillir les fruits de la colère. Alors, c'est à la classe ouvrière, si elle ne veut pas que d'autres le fassent, de prendre la tête des cortèges. À elle d'unifier tous les cris de révolte, de couvrir la voix des grands patrons par celle du monde du travail. Si des transporteurs routiers peuvent organiser des barrages dans tout le pays avec 4 000 camions, pourquoi les travailleurs ne seraient-ils pas en mesure de bloquer l'économie, à une tout autre échelle, en unifiant leurs luttes ?

Cette contre-offensive nécessaire, les directions syndicales ne l'organisent pas. Leurs manifestations du week-end précédent en Bretagne, éclatées sur quatre départements, avaient fixé comme objectif un « volet social » au « pacte d'avenir pour la Bretagne », ce coup de bluff du gouvernement Ayrault. Leur politique consiste à quémander un peu de « social » à un gouvernement dont toute la

politique est anti-ouvrière !

Ne compter que sur nous-mêmes

À Carhaix, samedi dernier, un « Pôle ouvrier » d'un millier de travailleurs menacés de licenciement a rejoint sous les applaudissements la fête des Bonnets rouges, en réclamant l'interdiction des licenciements. Ils ont eu bien raison, tout en étant solidaires, de faire entendre la voix des salariés.

Le lendemain, à Paris, Mélenchon appelait à une manifestation pour « une révolution fiscale » pour, dit-il, ne pas laisser aux Bonnets rouges le monopole de la contestation, lui-même n'ayant que des visées électoralistes après avoir insulté les travailleurs bretons, les traitant de « nigauds ». Heureusement, pas dupes de cette tentative de diversion, une bonne partie des manifestants à Paris, comme ceux du pôle ouvrier de Bretagne, ont tenu à mettre en avant autant l'interdiction des licenciements que le refus de la hausse de la TVA.

Oui, il y a bien des occasions de manifester notre colère... à notre façon. Les salariés en lutte pour leur emploi – de Mory Ducros à Fagor-Brandt en passant par La Redoute, Goodyear, Gad, Doux, Tilly-Sabco, Marine Harvest, Kem One, TNT Express, PSA, Renault, EADS, Michelin... sans oublier les salariés des services publics confrontés aux plans de suppressions d'effectifs – pourraient se rassembler en un pôle ouvrier qui prendrait la tête de toutes les colères sociales.

Puisque les politiciens se prétendant à la gauche du PS, puisque les confédérations syndicales ne fédèrent pas grand-chose... que les travailleurs le fassent eux-mêmes !

En exprimant leur solidarité avec toutes les couches laborieuses de la population ; en coordonnant leurs luttes ; en faisant entendre leurs revendications :

Interdiction des licenciements !

Partage du travail entre tous !

Augmentation immédiate des salaires !

Quand le patron nous invite au restau...

Comme chaque année, la direction nous offre la semaine prochaine en équipe rouge et celle d'après en équipe bleue un repas de Noël.

Enfin, « offre », c'est vite dit. Le dîner doit durer 25 minutes montre en main (attention à ne pas s'étouffer avec la bûche...), et la direction partage l'addition : 4 euros pour elle, 4 euros pour nous. Avec un tel sens de la fête, on comprend pourquoi certains de ses membres sont pressés de retourner au turbin le 2 janvier...

La cheminée était trop étroite

Quand le Père Noël passe au CE, il arrive bien à livrer les cadeaux. Alors pourquoi, quand on sort avec, reste-t-on coincé dans les tourniquets ? Là-dessus aussi la direction veut faire 50/50 ?

Et on devrait dire merci ?

À partir de 2016, l'usine de La Janais produira un nouveau véhicule qui remplacera la Peugeot 5008. En 2017, 70 000 exemplaires de ce modèle seront produits chaque année, ainsi que 50 000 Citroën C5 et Peugeot 508. On comprend que les camarades de Rennes soient soulagés après cette annonce. En attendant, en 2013, ils auront cumulé une centaine de jours chômés.

En 2011, la direction de PSA décidait d'utiliser 450 millions d'euros en rachat d'actions et en dividendes versés aux actionnaires. C'est au maintien de nos emplois et de nos salaires que devrait être utilisé cet argent.

Ils n'en ont pas fini avec les travailleurs en colère

Mercredi 18 novembre, 90 travailleurs de PSA Aulnay se sont invités à la commission de suivi du PSE, qui regroupait la direction, les syndicats, l'inspectrice du travail et exceptionnellement la directrice départementale du travail.

N'écouter que son courage, la direction a aussitôt quitté les lieux, ne donnant aucune réponse aux interrogations. Pendant 3/4 d'heure, les salariés ont posé leurs problèmes et dénoncé l'attitude de la direction. Celle-ci n'offre aucune solution pour encore 800 salariés du site. Ils ont donc toutes les raisons de se battre pour ne pas finir à Pôle Emploi sans perspectives.

Le retraité bat en retraite

21 millions d'euros dans une tirelire. C'est ce que PSA avait mis de côté pour la retraite de Varin, soit

310 000 euros net par an pendant 25 ans. « Indécents », « maladroits » ont déclaré en chœur syndicats patronaux et politiciens. Les mêmes qui l'avaient félicité pour son « courage » d'avoir supprimé 11 000 postes, fermé Aulnay, et gelé les salaires. Aussi le félicitent-ils maintenant de reporter « au moment venu » la fixation d'un nouveau montant. À l'heure où un vent de colère social nous vient de Bretagne, le moment était en effet bien choisi pour nous mettre en pétard.

Quand il n'y en a plus, il y en a encore

Début octobre, Varin avait été cambriolé à hauteur de 70 000 euros en devises étrangères et bijoux qu'il avait imprudemment planqué dans sa salle de bains. Il y a deux semaines, c'est Madame qui s'est fait dérober pour quelques milliers d'euros de bijoux.

Attention Philippe, jamais deux sans trois !

Toute canaille mérite salaire

Avec le Nouveau Contrat (anti)Social est institué le blocage de nos salaires. Un salarié de PSA a toutefois réussi à passer entre les gouttes. Ce veinard s'appelle Carlos Tavares, ex-numéro deux de Renault, notre nouveau patron.

Sa rémunération devrait être équivalente à celle de Varin : un salaire fixe de 1,3 million d'euros par an, plus une part variable indexée sur les résultats du groupe (2 millions en 2011), ainsi qu'une retraite chapeau. On a failli avoir peur pour lui.

Leurs affaires reprennent... et les nôtres ?

Les ventes de PSA ont fait +4,5 % en novembre 2013 par rapport à novembre 2012, mieux que Renault (+3,8 %), et surtout que les autres marques (-12,9 %). Renault et PSA se réjouissent des accords diplomatiques avec l'Iran, synonymes de reprise des ventes sur un marché juteux. Du coup, l'action de PSA a augmenté de 15 % ces 15 derniers jours.

Et nos salaires ?

Non aux licenciements à la Fnac !

À Caen comme dans le reste du pays, les salariés de la Fnac étaient en grève samedi dernier.

À la suite de Virgin et Game, l'enseigne sabre dans les effectifs des vendeurs de disques et de jeux-vidéo, en supprimant 50 % des postes en France et 6 sur 11 à Caen. Solidaires de leurs collègues, ils étaient donc une quarantaine sur 80 salariés à débrayer à Caen, conscients que c'est seulement ensemble que nous pourrions empêcher les patrons de nous attaquer les uns après les autres.

Ce bulletin t'a plu ? Oublie-le où tu veux qu'il soit lu...

Ce bulletin t'a plu ? Oublie-le où tu veux qu'il soit lu...